

Piloter dans un environnement humain très versatile

« *Il est temps de rallumer les étoiles* »
Apollinaire

Plusieurs lecteurs de ma précédente chronique¹ m'ont fait remarquer à juste titre qu'elle portait plus sur la crise de la Covid-19 que sur le système éducatif, ce qui est exact car je voulais montrer que ce dernier n'est plus en mesure de se piloter seul - l'a-t-il d'ailleurs jamais été ? - Aujourd'hui, crise oblige, il est subordonné aux évolutions parfois très rapides de son environnement. Les questions classiques et corporatistes sont devenues désuètes et prennent leur juste valeur, cédant la place à d'autres plus importantes, plus ouvertes et ne concernant pas seulement les « avantages acquis » des enseignants. En écoutant les interventions prudentes et parfois embarrassées de Jean-Michel Blanquer, on comprend que dans cette période exceptionnelle et pour un temps indéfini, tout se décide à Matignon, voire à l'Élysée. Les décisions s'appuient sur les expertises seulement techniques des ministres concernés, dont celui de la santé, noyées sans doute au milieu de multiples autres considérations, notamment politiques et économiques.

On observera que le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche est invisible depuis un an, ce qui surprend beaucoup, je reviendrai sur les conséquences de cette absence très étonnante. Pour l'enseignement scolaire, les liens entre les conditions sanitaires et la continuité pédagogique à assurer ne sont l'objet d'aucun travail systémique et systématique, ou alors fort discret dans certaines écoles ou quelques établissements secondaires. Les liens créés entre l'école et la société expliquent sans doute que le ministre de l'Éducation nationale considère que « 2020 aura vu les retrouvailles de la France et de son école ». Cela reste encore à démontrer, mais si c'est vrai, tant mieux. Cet effet sera-t-il durable ? Les enseignants vont-ils veiller à le préserver ou, au contraire, feront-ils tout leur possible pour revenir au *bunker* d'antan ?

¹ librement accessible sur les sites d'Horizons publics : <https://www.horizonspublics.fr> ; de la Mission laïque française, <https://www.mlfmonde.org> ; d'Éducation & Devenir, <https://www.educationetdevenir.net> de l'association AIDE AUX PROFS sur leur site ApresProf <https://www.apresprof.org/blog-de-apres-prof> ; sur <http://www.concours-personnel-direction.fr/2020/11/crise-covid.html> ; sur LinkedIn et sur plusieurs sites francophones

Des Français très versatiles

Des évolutions dans les points de vue dominants au sein de la population française sont repérables et suivies par les organismes qui mènent les enquêtes d'opinions souvent espacées les unes des autres car, en général, les mutations sont lentes, très lentes même. Or, avec la crise actuelle et sur plusieurs sujets, de rapides changements de points de vue s'observent. Sans doute est-ce le signe de la fatigue générale ressentie par nos concitoyens, y compris par les étudiants. À l'entrée de l'université la rupture est rude ! Après plus de 12 années de scolarité très encadrée et même un peu cocoonée (beaucoup les premières années, puis progressivement un peu moins), les étudiants en première année d'université ont un sentiment d'abandon accentué par l'actuel mode d'enseignement à distance. Bien sûr, ce ressenti est moindre pour ceux qui sont en classes préparatoires ou en BTS. Pour les étudiants, souvent originaires de milieux modestes, la perte des petits *jobs*, qu'ils étaient nombreux à exercer, accentue la détresse de nombre d'entre eux qui connaissent des difficultés financières et se sentent isolés. Depuis le 1^{er} février, un dispositif d'accompagnement psychologique accessible gratuitement à tous vient de leur être proposé par la ministre. N'en doutons pas, il va rétablir la situation !!! C'est pitoyable, presque grotesque !

Dans ma précédente chronique, j'observais l'attitude de nos concitoyens vis-à-vis du vaccin. Après s'être déclarés à 60% réticents à l'idée de la vaccination, dans les mêmes proportions mais avec des nombres inversés, ils exigent maintenant d'être vaccinés et tout de suite, ce qui, bien sûr est impossible. Un million, c'est mille fois mille personnes, et cinquante millions c'est 50 000 fois 1000 ! Se faire vacciner c'est tout autre chose que d'aller acheter une baguette de pain chez un boulanger ! Le réseau des boulangeries existe depuis longtemps et est considérablement plus dense que celui des vaccinodromes : on n'en compte que 6 ou 7 par départements. Il faut donc d'abord que le terrain soit maillé de nombreux centres de vaccination. Il sera nécessaire de compléter ce réseau par de multiples autres possibilités (médecins généralistes, pharmacies, infirmières, etc.). Enfin, ces lieux devront, chacun, être alimentés en vaccins qui ne sont pas faciles à conserver (sauf un nouveau qui arrive sur notre territoire). L'ingénierie à déployer pour organiser une vaccination nationale de cette ampleur est considérablement plus lourde et plus complexe que celle de l'armée française dans les zones subsahariennes ! On peut être sûr d'un seul point : malgré les précautions qui seront prises, malgré des prévisions et la planification, il y aura d'inévitables retards car de multiples facteurs interviennent, au niveau international et sur le registre commercial mondial, très concurrentiel, où tous les coups sont permis, on vient de le voir. Les coûts très différents des vaccins et les considérables enjeux financiers pèsent lourd ! La probabilité que le *fair-play* soit la règle est quasiment nulle. La pression sur la demande de vaccination va donc s'accroître, d'autant plus que mars et avril seront les mois de tous les risques.

La même versatilité des Français peut s'observer vis-à-vis de l'éventuel futur confinement. Notons que le terme refait surface et qu'il a, à nouveau, droit de cité. Si depuis Noël l'idée d'un troisième confinement faisait son chemin, elle était jusqu'à peu et par avance, refusée par une grande majorité de Français. Or, un sondage du 28 janvier montre que cela s'est brutalement inversé et que 64% approuveraient la mise en place d'un troisième confinement (ils seraient même 75% depuis peu). Le confinement, « la toute dernière mesure quand toutes les autres ont été essayées » selon Jean-Michel Blanquer, semble à notre porte, réclamé par de nombreux élus locaux dont plusieurs présidents de régions. Certes, comme cela peut s'observer tristement aux Pays-Bas ces derniers jours, ainsi que dans quelques pays plus libertaires que le nôtre, à l'image des casseurs jaunes², ceux qui s'y opposent, bien que minoritaires, sont assez nombreux pour lancer des opérations de protestation qui font le lit des *black blocks*, des anarchistes et groupuscules violents d'extrême-gauche, dont la seule intention est de piller les centres villes pour le plaisir de tout casser, brûler et voler ce qui peut l'être, défier la police et même l'attaquer. Quelques centaines d'individus suffisent pour faire d'importants dégâts.

Les Français ne sont pas à une contradiction près. Alors qu'ils semblent majoritairement favorables à un nouveau confinement strict, le fait de l'avoir repoussé, voire écarté, vaut à Jean Castex, et plus encore à Emmanuel Macron, un regain de popularité !

Tout se précise, mais lentement

Le plan de vaccination se construit peu à peu, par réajustements successifs, avec l'objectif annoncé par le Président de la République que toute la population française adulte qui le souhaite soit vaccinée fin août. Très ambitieux, il est totalement dépendant de la livraison des vaccins et l'on vient de voir que les entreprises internationales se jouent des accords qu'elles ont passés avec l'Europe. Les considérables enjeux financiers l'expliquent mais, ne le justifient pas, question d'éthique ! Nous verrons donc ce qu'il va advenir...

Maintenant, quatre sujets passionnent ceux qui raffolent des débats artificiellement stimulés par les chaînes de télévision en continu, les complotistes, les réseaux sociaux et les générateurs de *fake news*. Le premier, porte sur les effets secondaires des différents vaccins (que n'entend-on pas déjà dire !) et pousse les personnes à vouloir choisir le leur ; le deuxième sur un éventuel passeport vaccinal européen, idée que le gouvernement trouve « prématurée » et pour laquelle il affiche sa réticence. Des pays d'Europe du Nord (Suède, Danemark...) vont en avoir avant l'été ; d'autres l'envisagent pour un futur proche. À quoi ouvriront-ils des droits ? Dès le mois d'août, le troisième sujet sera encore plus polémique : faut-il vacciner les enfants ? Enfin sera posée une question assez naturelle : devra-t-on rendre

² Alain Bouvier : **Les casseurs jaunes** : <https://www.horizonpublics.fr/territoires/les-casseurs-jaunes>

le vaccin obligatoire ? L'alternative sera sans doute entre l'obligation et un passeport vaccinal permettant, si nécessaire, de réguler accès et déplacements.

Notons encore le récent développement du « *tourisme vaccinal* », un tourisme de luxe à travers le monde, proposé par des pays comme Cuba, la Floride ou les Émirats arabes unis, à ceux qui veulent se faire vacciner plus vite que prévu. D'autres pays vont suivre, c'est un juteux marché, mais sans doute éphémère.

Le prochain confinement, annoncé longtemps à l'avance, est-il préparé ?

Si les deux premiers confinements sont arrivés brutalement, sans préparation aucune, celui qui semble se présenter au moment où j'écris cette chronique aura été l'objet d'annonces depuis plus d'un mois. Déjà début janvier, de concert avec beaucoup d'autres épidémiologistes, le médecin Karine Lacombe alertait : « ça va être extrêmement dur en mars et avril », peut-être même dès février, « on est au bord du gouffre ». Malgré les couvre-feux, nous sommes sur d'inquiétants plateaux ascendants : 27 000 nouveaux cas le 26 janvier alors que l'objectif visé pour le 15 décembre était de descendre en dessous de 5 000. Le variant anglais dépasse déjà 25% des cas détectés en région parisienne (il sera bientôt majoritaire) et celui d'Afrique du Sud se répand très vite. Le corps médical redoute d'ici quelques jours d'observer des accroissements exponentiels du nombre des personnes contaminées avec, malheureusement, plus de morts puisque ces variants seraient 1,6 fois plus létaux que le précédent, bien que leurs symptômes soient moins prononcés. On voit les dangers encourus. S'annoncent à partir de février des congés scolaires à hauts risques. L'avenir dira si une erreur a été commise. La rentrée scolaire pourra-t-elle se faire ? À quelles conditions ?

Le ministre de l'Éducation nationale, sa lourde technostructure et tous les professeurs ont donc largement eu le temps de se préparer à cette nouvelle phase de confinement qui semble inévitable. Heureusement, le milieu enseignant a sans doute gagné en agilité pédagogique, du moins peut-on l'espérer. Il a, de fait, pratiqué une ingénierie pédagogique de crise, sur le modèle de l'artisan cherchant à « faire avec », en mobilisant de l'inventivité et de la créativité, hélas très inégalement partagées, nous l'avons déjà largement évoqué ! Cette fois, nul ne pourra prétendre ne pas avoir su longtemps à l'avance ce qui allait advenir ; seuls manquent la date précise, l'ampleur, la durée et la nature du futur nouveau confinement.

J'avoue ignorer ce qu'ont fait les rectorats en la matière depuis la reprise de janvier. En revanche, je sais par des enseignants du primaire et de collège (la situation des lycées et des LP est différente) que certains, en présentiel, en situation de classe avec leurs élèves et à toutes fins utiles, leur ont proposé des simulations d'activités à distance qui leur ont semblé ludiques et ont été bien ressenties. Certains pratiquent ce qu'ils nomment des « répétitions générales ». Ils améliorent les outils et les sites qu'ils envisagent d'utiliser avec les élèves et leurs parents qui connaissent désormais, au moins un peu, les usages du numérique lequel n'est plus une totale nouveauté. Pratiquant ce « *à distance en présentiel* », les enseignants ont

mieux compris les difficultés de certains de leurs élèves, voire de leurs parents. Mais combien d'enseignants l'ont fait et se sont ainsi préparés avec leurs élèves, ne se contentant pas de se *shooter* à l'école d'avant et en apparence parfois revenue ? J'ignore si un jour nous aurons la réponse à cette question naturelle. Pourtant, d'autres métiers anticipent, parfois, cet éventuel moment très particulier ; pourquoi les enseignants ne se placeraient-ils pas en tête du peloton ? L'école ne doit-elle pas préparer l'avenir ? Enfin, durant l'année qui vient de s'écouler, quelles formations ont été proposées aux enseignants pour acquérir de nouvelles compétences nécessaires mais pas toujours maîtrisées pour faire face professionnellement à d'inévitables contextes nouveaux ? Presque rien, je le sais. Quelques formations faites à distance, en très petit nombre, dans un souci de cohérence, selon le « *principe d'isomorphisme* » qui dit que l'on forme comme l'on a été formé.

Le futur déconfinement qui suivra le confinement s'il a lieu, est plus redoutable encore. Nous l'avons vu, les précédents ont été calamiteux, peu brillants disais-je en me contentant d'employer un euphémisme. Pour être réussi le prochain devrait se préparer de concert avec le confinement, tant que les élèves sont encore en présentiel. Or, pour l'instant, je ne discerne rien ; je ne suis pas sûr que le probable futur déconfinement se prépare. Pour dire vrai, je doute même que le système, de la base au sommet, ait appris des erreurs commises ; je crains le pire ! Pour résumer, quel sera le calendrier de cette nouvelle période de confinement et comment faire, cette fois, pour réussir le déconfinement ?

Le gouvernement est face à plusieurs *scenarii* : le confinement total et général avec écoles fermées ; un confinement général mais allégé (les écoles restant ouvertes ou certains niveaux seulement) ; des confinements territorialisés plus ou moins stricts (comme pour Mayotte) ; un couvre-feu général et renforcé ; des couvre-feux territorialisés et renforcés par de nouvelles mesures sanitaires. Par exemple, il vient d'être décidé le principe de fermeture d'une classe dès l'apparition d'un cas de variant. Entre ces *scenarii*, aucun choix ne s'impose car tous ont des avantages et des inconvénients de nature bien différente et il n'y a aucun consensus sur ce sujet. Sous la poussée de nombreux *lobbies* aux intérêts divergents, on se demande s'il faut choisir à partir de la situation sanitaire des écoles en jouant sur les vacances scolaires quitte à les allonger ? Il ne faut pas oublier le délicat problème posé par les cantines qui sont le maillon faible alors qu'elles apportent parfois à des enfants leur seul repas chaud de la journée. Le total silence du milieu est lourd de sens !

Semblant tomber dans la procrastination, le gouvernement vient de décider... de retarder ses décisions. Jusqu'à quand ? S'élabore peu à peu un confinement qui n'en porte pas le nom, mais 934 classes sont fermées. En raison de la grande contagiosité des nouveaux variants plus létaux malgré des symptômes plus bénins que les précédents, le professeur Rémi Salomon plaide pour que l'on ferme les écoles, avec un confinement territorialisé. Le professeur Delfraissy, quant à lui, fait de la godille, malgré l'apparent consensus du corps médical. Enfin Axel Kahn, estime que ces « demi-mesures » feront « perdurer la crise de la Covid » et que la situation « est de nouveau très inquiétante ». Pour le scolaire, on se contente, pour l'instant d'un protocole sanitaire remanié diffusé le 2 février. C'est très étrange.

À chaque jour sa nouveauté

Les ressources humaines à l'Éducation nationale sont sérieusement secouées par la crise, puisque le temps annuel de travail des enseignants (sujet tabou) est concerné. Le 14 janvier, à l'Assemblée nationale, le ministre a évoqué une « révolution » (sic) des ressources humaines qui s'annonce. Nous verrons dans quelques mois ce qu'il en sera vraiment avec un milieu qui sait, avec un rare talent, employer l'inertie comme arme redoutable et efficace afin de renforcer la « mammothologie » source de son bonheur.

La pratique de tests de dépistage dans les établissements scolaires s'intensifie ; le ministère annonce qu'un million seront passés chaque mois. On devine qu'il faudra que *l'intendance suive* pour organiser, effectuer le travail et en assurer son suivi ! Nous allons voir ce qu'il en sera dans les faits. Sera-ce suffisant ?

Certaines entreprises utilisent des boîtiers anti-rapprochements pour limiter les contacts entre les salariés alors que des syndicats dénoncent cette pratique en la qualifiant d'infantilisation. Jusqu'à présent, personne n'a envisagé de l'étendre aux établissements scolaires. Depuis le 18 janvier, employant une toute autre stratégie, une étude est lancée par le ministère de l'Éducation nationale sur la transmission du virus dans les établissements scolaires. Ses résultats seront fort utiles et permettront de trancher entre diverses idées reçues contradictoires entre elles.

Des traitements anti-Covid font aussi leur apparition et il commence à exister des webinaires internationaux pour faire le point sur ce sujet. Il faut souhaiter que dans l'esprit de nos concitoyens, les traitements n'entraîneront pas des confusions avec les vaccins ; bien sûr, ce sont deux possibilités de défense complémentaires et non concurrentes.

Les nouveaux séjours des élèves dans des pays étrangers sont arrêtés car ils ne sont pas considérés comme « essentiels ». Erasmus, cette machine complexe mais très appréciée par les élèves, qui a mis des années à se développer et à être bien huilée, devra être relancée dans quelques mois. Ce sera laborieux à faire car les liens entre équipes et établissements devront être retissés un à un.

L'enseignement hybride modifie les rapports au temps et le « temps scolaire » devient de plus en plus difficile à cerner. Le 23 janvier et alors que les dates des vacances d'hiver étaient encore l'objet de débats au sein du gouvernement, le ministère a invité les enseignants à préparer leurs élèves aux épreuves de spécialité du Bac pendant les vacances d'hiver. N'est-ce pas mieux que de les laisser entre les mains des officines marchandes qui vendent de l'accompagnement individualisé ? Sur un sujet aussi sérieux, la réaction syndicale a été immédiate et sans surprise de la part de statuologues formatés. Bien sûr, ils ont dénoncé ce qu'ils considèrent comme une « provocation ». Ce « mes vacances, mes vacances ! » me

rappelle un célèbre « ma cassette, ma cassette ». Arrive-t-il parfois à ces enseignants, d'être au contact du reste de la société cinquante fois plus nombreuse que leur corporation ?

La crise de la Covid-19 a vivifié l'instruction en famille

Il y a parfois des hasards de calendrier. La difficile préparation de la loi contre les « séparatismes » a mis sous les projecteurs l'instruction en famille qui se voit dotée d'un sigle, l'IEF, ce qui témoigne de sa notoriété. Jusque-là, pratique exceptionnelle en France, elle est devenue massive du jour au lendemain pendant le premier confinement, provoquant un déclic chez certains parents qui n'y pensaient pas, jusqu'au moment où leurs enfants, au collège, eurent très tôt, en avril dernier, fini le programme de l'année (chut !). Au lieu de quelques dizaines de milliers, plus de dix millions d'enfants furent alors concernés. Pour certaines familles, ce fut une révélation. Après un temps de désarroi et de surprises des solutions temporaires se sont installées dans les foyers, conduisant à de nouvelles routines gagnant peu à peu en confort pour les élèves et leurs parents. Une récente enquête de l'Ined montre que le temps consacré au travail scolaire a été plus élevé dans les milieux modestes, ce qui ne me surprend pas, car pour eux l'école est encore un enjeu social et sociétal. Dans cette enquête, 95% des sondés disent que cela s'est fait sans trop de difficultés techniques et avec l'aide d'un proche, par courrier électronique (83%) ou via l'espace numérique de l'établissement (33%), occasionnellement avec « ma classe à la maison » du CNED (25%). On observe donc que les usages des outils numériques produits par l'institution sont moindres que ceux utilisés au quotidien par les enfants et les adultes pour leurs autres activités. Il faudra en tirer des leçons car l'écart, considérable et lié aux pratiques sociales, est sans doute irrémédiable.

Curieusement, dans le contexte sociétal du moment qui, sur le sujet de la laïcité, pousse les uns et les autres à monter sur leurs grands chevaux, le projet de loi contre les « séparatismes » vise à rendre obligatoire la présence des enfants dans des écoles alors que Jean-Michel Blanquer, pourtant juriste, ne s'est pas préoccupé des problèmes constitutionnels posés. Les opposants à ce projet de présence obligatoire à l'école dénoncent des attitudes qu'ils qualifient de « liberticides » et appellent à un « printemps de la liberté ». On aura tout entendu... Nous verrons finalement en quels termes la loi sera votée et surtout de quelle façon seront rédigés les décrets d'application, pièces essentielles car tout va se jouer là.

Certes, si les enfants concernés par l'IEF n'étaient que 35 000 en 2017, il y en avait déjà 50 000 trois ans après, avec une tendance à la hausse régulière. Sans doute, avec « l'effet Covid », seront-ils peut-être le double dans quelques mois. On peut aussi s'attendre à voir fleurir de nouvelles petites écoles privées alternatives et hors contrat. Mais il faut relativiser ce phénomène et mettre les effectifs concernés en regard des 12 millions d'élèves ! Si cette population arrivait dans nos 60 000 écoles, contrairement aux craintes de certains enseignants – qui, à ce titre, bien sûr, demandent déjà des moyens supplémentaires –, cela passerait inaperçu : moins d'un enfant par école ! Ce ne sont donc pas des problèmes quantitatifs qui soulèvent les passions, mais des attitudes philosophiques et plus encore idéologiques. Ceci

explique sans doute que sur ce sujet la « loi séparatisme » ne s'appliquera qu'à partir de la rentrée scolaire 2022 et nous verrons comment.

À l'épreuve de la Covid, le Bac est et sera impacté

En pleine réforme commencée il y a plus de deux ans, le Bac 2021 est bousculé. Il avait déjà été dévalorisé par ParcoursSup devenu le principal enjeu pour les élèves et leurs parents. Il conserve néanmoins la valeur symbolique d'un certificat de fin d'études secondaires que l'on peut encadrer et accrocher à un mur. En somme, les élèves et leurs familles voudraient manger aux deux râteliers, car le symbole a encore de l'attrait dans les milieux les plus modestes. Face aux conséquences de la crise, en s'appuyant sur une ordonnance, le ministre a trois attitudes possibles : le maintien en l'état du processus, le report des épreuves ou des modifications de celles-ci. Les ultimes décisions ne devraient pas tarder.

Les épreuves de spécialités ont été supprimées cette année et remplacées par du contrôle continu qui prend ainsi une place conséquente (32% dans la note finale). Pour d'autres, ce serait la moins mauvaise solution, alors que pour d'autres, elle soulève de vives inquiétudes : comment maintenir un standard national commun et éviter les gonflements de notes de certains enseignants (qui n'ont pas la confiance des syndicats !) et de quelques établissements ? On a déjà pu l'observer dans le passé, lorsque le contrôle continu pesait moins. Là, le risque est plus grand. Les guides pour l'évaluation diffusés par les pouvoirs publics suffiront-ils pour maîtriser ce phénomène ? Pour l'instant, les autres épreuves dont le grand oral sont maintenues. Nous verrons bientôt si cette position est tenue jusqu'à son terme.

Alors que Bill Gates (symbole du Grand Satan aux yeux de certains !) appelle à se préparer à la prochaine pandémie comme on prépare une guerre, on ne parle plus beaucoup du monde d'après cette crise qui n'aura peut-être pas de fin. Pour l'instant, le futur immédiat écrase tout ! Le danger est là.

Cette chronique est la dernière de cette série car dans les prochaines semaines je ne disposerai pas du temps nécessaire pour les écrire. Plus tard, le moment venu, je déciderai si je poursuis cette série ou si je passe, comme j'en ai l'intention, à l'écriture d'un livre... à moins que je choisisse une formule hybride !

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke

7 février 2020